

6198/20

(OR. en)

PRESSE 10
PR CO 10

RÉSULTATS DE LA SESSION DU CONSEIL

3750^e session du Conseil

Éducation, jeunesse, culture et sport

Éducation

Bruxelles, le 20 février 2020

Présidente **Blaženka Divjak**
Ministre des sciences et de l'éducation

P R E S S E

SOMMAIRE¹

POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DÉBAT

ÉDUCATION	4
Résolution sur l'éducation et la formation dans le cadre du Semestre européen	4
La circulation des cerveaux, un élément moteur de l'espace européen de l'éducation (débat d'orientation)	5
Divers	6

AUTRES POINTS APPROUVÉS

ÉNERGIE

- Déclaration conjointe du conseil consultatif du corridor gazier sud-européen - Autorisation de signature 7

PÊCHE

- Règlement du Conseil relatif à la répartition des possibilités de pêche au titre du protocole de mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (2020-2026)..... 7
- Accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (décision relative à la signature) 8
- Accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (décision relative à la conclusion)..... 8

RECHERCHE

- Conclusion de l'accord Euratom-Inde..... 8

¹ • Lorsque des déclarations, des conclusions ou des résolutions ont été formellement adoptées par le Conseil, cela est indiqué dans le titre du point concerné et le texte figure entre guillemets.
 • Les documents dont la référence est mentionnée sont accessibles sur le site internet du Conseil <http://www.consilium.europa.eu>.
 • Les actes adoptés comportant des déclarations au procès-verbal accessibles au public sont signalés par un astérisque; ces déclarations sont accessibles sur le site internet du Conseil mentionné ci-dessus ou peuvent être obtenues auprès du Service de presse.

JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES

–	Évaluation Schengen	9
–	Premier train de mesures sur la mobilité	9
–	Échange d'informations au sein du comité d'association UE-Maroc: le Conseil adopte une décision sur la position de l'UE	10

POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DÉBAT

ÉDUCATION

Résolution sur l'éducation et la formation dans le cadre du Semestre européen

Les ministres de l'éducation ont adopté une [résolution sur l'éducation et la formation dans le cadre du Semestre européen: assurer un débat éclairé sur les réformes et les investissements](#).

Plusieurs délégations sont intervenues pour insister sur l'importance d'accroître le financement faveur de l'éducation et de la formation et souligner que l'UE doit renforcer la cohésion par l'éducation, la recherche et l'innovation.

Dans le contexte d'une importance accrue de l'éducation et de la formation dans le processus du Semestre européen, la résolution témoigne de la volonté des États membres d'améliorer encore la qualité et la pertinence de l'éducation et de la formation dans le but de stimuler la croissance et l'emploi. Elle garantit également que les ministres de l'éducation sont associés de manière appropriée au processus.

L'actuel Semestre européen pour la coordination des politiques économiques a démarré en décembre 2019 avec l'adoption de l'examen annuel de la croissance par la Commission européenne. Au printemps 2020, la Commission proposera des recommandations par pays, qui seront ensuite adoptées par le Conseil européen en juin 2020. Toutes les formations du Conseil contribuent à la préparation des débats du Conseil européen sur le Semestre européen. La résolution sur l'éducation et la formation dans le cadre du Semestre européen constitue la contribution du Conseil EJCS (Éducation) à ce processus.

La circulation des cerveaux, un élément moteur de l'espace européen de l'éducation¹ (débat d'orientation)

En session publique, les ministres ont débattu des moyens de parvenir à une circulation équilibrée des cerveaux² au sein de l'UE. Ils ont été invités à faire part de leur point de vue sur les questions figurant ci-après, en se fondant sur une note d'orientation élaborée par la présidence ([document de réflexion](#)):

- Quelle combinaison de politiques est nécessaire pour assurer une circulation équilibrée des cerveaux dans l'espace européen de l'éducation et comment les acteurs pertinents aux niveaux local, régional et national peuvent-ils être mobilisés pour atteindre cet objectif?
- Que peut-il être fait aux niveaux national et européen pour continuer à soutenir le grand potentiel de l'initiative "universités européennes" en vue de contribuer à une circulation équilibrée des cerveaux dans l'espace européen de l'éducation?
- Comment les fonds, programmes et instruments de financement européens peuvent-ils être utilisés pour élaborer et mettre en œuvre des politiques qui seraient de nature à renforcer la circulation équilibrée des cerveaux? Pouvez-vous citer des exemples de mesures que vous mettez en œuvre au niveau national?

¹ [Communication de la Commission intitulée "Renforcer l'identité européenne par l'éducation et la culture"](#)

² La circulation des cerveaux désigne la possibilité pour les pays en développement de tirer parti des compétences, du savoir-faire et d'autres formes d'expérience acquis par leurs migrants - qu'ils soient retournés ou non dans leur pays d'origine - et les membres de leur diaspora". Source: https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/european_migration_network/glossary_search/brain-circulation_en

Les ministres ont rappelé que la liberté de circulation est un principe fondamental de l'UE et que les avantages de la mobilité à des fins d'apprentissage sont manifestes. Ils sont convenus que l'Europe dans son ensemble devait devenir plus attrayante afin de retenir ou d'attirer les personnes talentueuses et compétentes. Les ministres ont également souligné que la question de la circulation des cerveaux ne peut être réglée avec succès par le seul secteur de l'éducation et que la démographie ainsi que les particularités du marché du travail devaient également être prises en compte. Les délégations ont recensé plusieurs mesures et actions possibles pour lutter contre la fuite des cerveaux¹ et le gaspillage des cerveaux et pour favoriser une circulation équilibrée des cerveaux:

- la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes et des qualifications;
- l'égalité de rémunération pour les chercheurs, en particulier dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie;
- les plans nationaux de réinsertion des jeunes chercheurs;
- l'utilisation ciblée des fonds et programmes de l'UE, tels qu'Erasmus +, Horizon Europe, etc.

Les ministres ont également souligné l'importance de soutenir l'initiative des universités européennes et de poursuivre le développement de l'espace européen de l'éducation.

Éducation et formation vertes pour une Europe durable (discussion informelle)

Au cours d'un déjeuner ministériel, les ministres se sont penchés sur le pacte vert pour l'Europe et ont réfléchi aux politiques possibles en matière d'éducation et de formation au niveau national et au niveau de l'UE. Ils ont également discuté des synergies avec d'autres domaines d'action pertinents, afin de contribuer au développement durable.

Divers

La présidence a informé les ministres de l'état d'avancement des travaux concernant le cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation après 2020 ([5533/20](#)). Les ministres ont souligné la valeur pour les États membres de l'actuel cadre "Éducation et formation 2020". Ils ont également plaidé en faveur d'une approche globale, associant tous les secteurs et niveaux d'éducation et de formation mais aussi tous les contextes d'apprentissage au développement du cadre de coopération et à l'élaboration de la proposition relative à l'espace européen de l'éducation.

¹ La fuite des cerveaux est la perte subie par un pays en raison de l'émigration de personnes (hautement) qualifiées. Source: https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/european_migration_network/glossary_search/brain-drain_en

AUTRES POINTS APPROUVÉS

ÉNERGIE

Déclaration conjointe du conseil consultatif du corridor gazier sud-européen - Autorisation de signature

Le Conseil a adopté une décision autorisant la signature, au nom de l'Union européenne, de la déclaration conjointe de la sixième réunion ministérielle du conseil consultatif du corridor gazier sud-européen ([5794/20 + COR 1](#)).

La déclaration commune réaffirme la volonté du conseil de poursuivre l'approfondissement du partenariat stratégique à long terme parmi les pays parties prenantes au corridor gazier sud-européen, afin de garantir un approvisionnement et un transport gaziers fiables et durables.

La déclaration conjointe devrait être signée le 28 février 2020 à Bakou (Azerbaïdjan).

PÊCHE

Règlement du Conseil relatif à la répartition des possibilités de pêche au titre du protocole de mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (2020-2026)

Le Conseil a adopté un règlement relatif à la répartition des possibilités de pêche au titre du protocole de mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (2020-2026)

Le dernier protocole relatif à la mise en œuvre l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République des Seychelles¹ est arrivé à échéance le 17 janvier 2020. Le nouveau protocole s'appliquera à titre provisoire à partir de la date de sa signature afin de permettre la poursuite des activités de pêche des navires de l'Union. Le règlement s'appliquera à partir de la même date ([5245/20](#))

¹ Protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République des Seychelles (JO L 4 du 9.1.2014, p. 3).

Accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (décision relative à la signature)

Le Conseil a adopté une décision relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles. L'accord s'appliquera pour une durée de six ans à compter du début de son application provisoire.

([5246/20](#) et [5242/20](#))

Accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles (décision relative à la conclusion)

Le Conseil a adopté une décision relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République des Seychelles et de son protocole de mise en œuvre (2020-2026). En vue de l'adoption finale, le Conseil a décidé de transmettre la décision et les textes de l'accord et du protocole au Parlement européen pour approbation.

([5246/20](#) et [5243/20](#))

RECHERCHE

Conclusion de l'accord Euratom-Inde

Le Conseil a approuvé la conclusion, par la Commission européenne, de l'accord de coopération entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et le gouvernement de la République de l'Inde en matière de recherche et de développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

([5647/20](#) et [5648/20](#))

JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES

Évaluation Schengen

Le Conseil a adopté une décision d'exécution arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2019 de l'application, par la **France**, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des **frontières aériennes extérieures** (Points de passage frontaliers de l'aéroport de Paris-Orly et de l'aéroport de Nice) ([6194/20](#)).

Le Conseil a adopté une décision d'exécution arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2019 de l'application, par la **République tchèque**, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la **coopération policière** ([6195/20](#)).

Le Conseil a adopté une décision d'exécution arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2019 de l'application, par la **République tchèque**, de l'acquis de Schengen dans le domaine du **système d'information Schengen** ([6196/20](#)).

TRANSPORTS

Premier train de mesures sur la mobilité

Le Conseil a confirmé l'accord politique intervenu sur deux projets de règlements et un projet de directive faisant partie du premier train de mesures sur la mobilité ([5424/20](#) + [ADD 1](#) + [ADD 2](#) + [ADD 3](#); déclarations: [ADD 4](#)). Ils concernent l'accès à la profession de transporteur par route et au marché du transport de marchandises par route, les temps de repos des conducteurs et les règles relatives aux tachygraphes, ainsi que des dispositions d'exécution concernant la législation sociale et le détachement de conducteurs.

Ces propositions visent à harmoniser et à simplifier davantage les règles applicables au secteur européen du transport routier, ce qui permettra une application plus cohérente dans tous les États membres, favorisera l'équité sociale et une concurrence loyale et rendra les entreprises plus efficaces.

Ces dossiers ont fait l'objet d'un accord provisoire entre la présidence du Conseil et le Parlement européen le 11 décembre 2019, qui a été confirmé par le Coreper le 20 décembre 2019 (voir le [communiqué de presse](#)).

La confirmation de l'accord politique intervenue ce jour signifie que tous les textes résultant des négociations avec le Parlement européen ont été approuvés au niveau politique. Ils font maintenant l'objet d'une mise au point par les juristes-linguistes avant leur adoption formelle par le Conseil en première lecture, qui sera suivie par leur approbation finale par le Parlement européen en deuxième lecture.

POSITIONS DE L'UE EN VUE DE NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

Échange d'informations au sein du comité d'association UE-Maroc: le Conseil adopte une décision sur la position de l'UE

Le Conseil a adopté une décision relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre l'UE et le Maroc, concernant l'échange d'informations en vue d'évaluer l'impact de l'accord sous forme d'échange de lettres modifiant ledit accord ([5588/20](#)).

Le Conseil a également demandé la publication de la décision du Conseil et de la décision du comité d'association UE-Maroc au Journal officiel de l'UE.
